



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

PSA Peugeot-Citroën

Question au Gouvernement n° 1551

Texte de la question

ENTRÉE DE L'ÉTAT AU CAPITAL DE PSA

M. le président. La parole est à M. Denis Baupin, pour le groupe écologiste.

M. Denis Baupin. Monsieur le ministre de l'économie, L'État va entrer au capital de PSA. Vous nous avez indiqué hier les effets que vous en attendez sur l'emploi en France ; nous partageons cet objectif. Mais vous n'avez pas évoqué le projet industriel. En 2009, quand le Président Obama a aidé Général Motors, Ford et Chrysler – dans un pays qui n'est pourtant pas connu pour son dirigisme –, il a conditionné cette aide à la fabrication de véhicules plus adaptés aux besoins de la société : plus petits, plus sobres, moins polluants.

Comme aux États-Unis, l'industrie automobile française souffre d'une inadaptation de ses véhicules : l'acheteur moyen de voiture neuve a cinquante-quatre ans ; les ravages sur la santé du diesel sont connus ; les émissions de gaz à effet de serre liés à la mobilité non seulement ne diminuent pas, mais augmentent ; notre facture d'importation d'énergie fossile est de plus de 70 milliards. Avec un parc automobile énergivore et un prix du pétrole croissant, le droit à la mobilité de la population se réduit, particulièrement dans les zones périurbaines, accroissant le sentiment d'exclusion.

Ces constats ont inspiré le rapport que j'ai présenté, avec Fabienne Keller, au nom de l'OPECST. Il montre que l'avenir, ce sont des véhicules écologiques, sobres, utilisant des énergies renouvelables, de petite taille, donc plus économiques pour nos concitoyens. Il comporte plus de cent préconisations, élaborées avec les constructeurs.

Ainsi, que PSA développe des véhicules hybride-air est positif si cela s'inscrit dans une évolution industrielle globale, pas seulement pour le marché asiatique. Je le dis en tant qu'écologiste : nous sommes prêts à soutenir l'intervention d'un État stratège si cela permet une évolution de l'industrie automobile vers des véhicules écologiques. Pouvez-vous nous indiquer si l'État actionnaire au sein de PSA portera un tel projet déclinant concrètement la transition écologique et énergétique au cœur même de l'industrie automobile ?
(Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste.)

Mme Delphine Batho. Bien !

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif. Monsieur le député, la politique du Gouvernement, depuis le plan automobile du mois de juillet 2012 qui s'est matérialisé par de nombreuses mesures, notamment par les bonus écologiques, lesquels seront maintenus cette année et encore l'année prochaine, est une politique visant à réduire les usages des hydrocarbures. L'objectif de notre plan industriel est d'obtenir, dans des délais

record, des moteurs consommant moins de deux litres au cent pour les utilisateurs de véhicules à moteur thermique, et nous soutenons les technologies innovantes – vous en avez cité une, et il y en a d'autres – sur l'hybridation des moteurs, ainsi que le déploiement sur l'ensemble du territoire de bornes de recharge des véhicules électriques. Il est d'ailleurs intéressant de noter que l'engouement pour les véhicules électriques se manifeste par l'autopartage dans les métropoles, mais aussi dans les petites villes de moins de 50 000 habitants, là où les trajets domicile-travail sont les plus coûteux. C'est dans ces zones qu'il va falloir implanter les bornes de recharge pour permettre le développement de ce type de véhicule.

PSA participe à ces projets. PSA est au rendez-vous de l'innovation technologique et vise à faire de la France l'un des leaders dans la mobilité électrique. Le groupe est déjà leader mondial avec Peugeot-Nissan, mais il est engagé également dans un programme visant à présenter un prototype de véhicule à moins de deux litres au cent au Mondial de l'automobile de cette année.

La France est donc mobilisée dans toutes ses composantes, particulièrement l'État par ses politiques publiques, mais aussi à travers les projets industriels et technologiques que nous soutenons, ce qui concerne non seulement PSA mais également les grands équipementiers qui l'entourent. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes SRC et écologiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Denis Baupin](#)

Circonscription : Paris (10^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1551

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 janvier 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 janvier 2014](#)